

RD Congo. À Goma, les réfugiés tutsis font profil bas

Reportage · Entre les déclarations alarmistes de Kigali et les dénégations de Kinshasa, les déplacés congolais de l'est du pays identifiés comme Tutsis, suspectés de soutenir le M23, sont pris entre plusieurs feux. Dans le camp d'Acogenoki, dit « camp tutsi », tous témoignent d'une situation plus complexe que ne le laissent croire les déclarations officielles.

> VINCENT ORTIZ > 19 AOÛT 2024

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, GOMA, DANS L'EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU Congo (RDC), est encerclée par le M23. Pour fuir le groupe qui [a repris les armes en mars 2022](#), des centaines de milliers de Congolais se sont installés dans des camps situés en banlieue de la capitale du Nord-Kivu. Parmi eux, les 10 000 déplacés du camp d'Acogenoki, dit « camp tutsi », mènent une existence discrète.

Contrairement aux autres, ils sont moins des rescapés de la guerre que du « tribalisme », selon leurs propres termes.

Depuis plusieurs années, les Tutsis congolais sont l'objet de discriminations croissantes. Ils subissent les exactions des groupes « d'autodéfense » (Maï-Maï) constitués pour résister à l'avancée du M23, lequel affirme défendre leurs droits et auquel ils sont assimilés. Le parallèle avec le génocide contre les Tutsis rwandais, qui a fait 1 million de morts entre avril et juillet 1994, est régulièrement évoqué, notamment par Kigali.

Certains Maï-Maï sont structurés en milices et contrôlent une partie du Nord-Kivu. Ainsi, les griefs des déplacés tutsis concernent notamment les « Nyatura » (« ceux qui frappent fort », en kinyarwanda, une milice congolaise à prédominance hutue) et occasionnellement l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS, l'un des groupes les plus structurés). Régulièrement pointées du doigt par

Kigali, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créées par d'anciens génocidaires hutus ayant fui en RDC après le génocide de 1994, sont quant à elles très peu citées par les réfugiés d'Acogenoki.

LE SPECTRE DE 1994 ?

« *Les discours de haine, la persécution et le nettoyage ethnique des Tutsis congolais atteignent une intensité sans précédent, sous les yeux de la communauté internationale* », déclarait le représentant rwandais au Conseil de sécurité de l'ONU le 27 mars 2024. Il sommait ses homologues de rompre avec « *la passivité face au génocide en cours au Congo* », renvoyant implicitement à la faillite des Nations unies trente ans plus tôt, demeurées attentistes face à l'extermination des Tutsis rwandais.

Aujourd'hui, le spectre de l'année 1994 plane-t-il toujours sur le Kivu ? Pour la chancellerie rwandaise, la réponse ne fait aucun doute. Et le processus génocidaire qui s'y déroulerait est brandi comme une justification des assauts du M23. Si Kigali a toujours nié son soutien au mouvement – important et bien établi ¹ –, le discours rwandais légitime constamment son action au nom de la protection de la « *minorité* ».

Côté congolais, on rejette ces accusations qualifiées de fantaisistes. On invoque les appels répétés du président Félix Tshisekedi à dissocier le M23 des Tutsis congolais, le cadre juridique protecteur dont ces derniers bénéficient, ou encore l'intransigeance affichée à l'égard des militaires qui collaboreraient avec les groupes armés anti-Tutsis.

« J'AI CHEMINÉ AVEC DES TUEURS »

Dans le camp d'Acogenoki, les déplacés font valoir un point de vue bien différent de celui des chancelleries. Des tentes de fortune, dans lesquelles logent des familles entières, s'étendent à perte de vue. De modestes infrastructures sanitaires leur permettent de conserver une hygiène minimale. Quelques rares humanitaires y distribuent de la nourriture. Sous les vêtements multicolores suspendus entre les tentes, les plus jeunes courent et rient, contrastant avec certains récits misérabilistes. « *Nous sommes comme immunisés contre la souffrance*, témoigne un adulte qui a souhaité garder l'anonymat. *Il fut un temps où l'on pleurait nos morts. Plus maintenant. C'est un réflexe de survie.* » L'armée congolaise, accusée de maltraitances à l'encontre des déplacés, est absente d'Acogenoki.



Providence, dans le camp d'Acogenoki (mai 2024).
© Vincent Ortiz

Cheveux enturbannés et robe aux couleurs vives, le regard vide et pensif, Providence se remémore comment sa vie quotidienne s'est dégradée. « Nous voulions rester dans notre village malgré la guerre et malgré la persécution contre les Tutsis. À l'approche du conflit, on s'est mis à nous pointer du doigt, à nous accuser d'être Rwandais. Je me suis rendu compte que l'amour qui nous unissait à nos voisins était en train de disparaître. » Cette jeune femme d'une trentaine d'années est issue d'un petit village proche de la frontière rwandaise, l'un des premiers à avoir été exposé au conflit. Elle poursuit d'une voix monocorde : « Un jour, mes deux oncles sont partis à la messe et n'en sont pas revenus. On m'a rapporté la tête de l'un d'entre eux. Plus tard, on a tiré sur ma mère. Elle a succombé à ses blessures. » Son village était alors en lutte avec le M23, et les habitants identifiés comme Tutsis étaient accusés de collaborer avec l'« envahisseur ».

Providence accuse les Maï-Maï d'avoir instauré un climat de psychose. Elle critique aussi l'attentisme des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Lors de sa fuite vers Goma, elle s'est retrouvée avec d'autres Kivutiens, qui, quittaient la région par crainte du M23. « J'ai dû cheminer avec des tueurs », précise-t-elle avant de conclure : « Si le conflit prend fin et que je peux retourner dans mon village, suis-je censée cohabiter avec ceux qui ont assassiné ma mère ? »

Providence n'est pas la seule à témoigner du calvaire d'une fuite avec ses bourreaux. « Avant Goma, je me suis arrêtée dans cinq villages, raconte Lucie. À chaque fois, je me suis sentie menacée par des déplacés hostiles aux Tutsis. » Cette jeune femme enceinte et ses deux enfants se sentent plus en sécurité depuis qu'ils sont à Goma. Du moins dans l'enceinte du camp. « Lorsque nous allons sur les marchés, les gens

nous attrapent, et nous disent que nous sommes des rebelles. Pourtant, nous sommes des déplacés comme eux ! Je n'ai pas demandé à Dieu de naître dans cette tribu, ou avec cette morphologie », ajoute-t-elle en référence aux préjugés racistes dont sont l'objet les Tutsis – qui seraient grands et minces, au nez fin et à la peau claire.

DES AUTORITÉS LOCALES BIENVEILLANTES

Les déplacés tutsis témoignent de l'ampleur des persécutions dénoncées par Kigali, mais les causes et les protagonistes mis en avant divergent des discours officiels. Plus que toute autre, la milice Nyatura est pointée du doigt. « Les Nyatura ont toujours été hostiles à notre égard », rapporte Marie, rescapée de la ville de Kitshanga, dans le Masisi, à l'ouest de Goma. À la faveur du conflit, les Nyatura – aidés selon elle par les FARDC – ont pris un ascendant dans sa région et multiplié les brimades contre les Tutsis. « Nous avons été confrontés à des discriminations sévères, mais la municipalité nous a protégés autant qu'elle le pouvait. »

Même dans les zones contrôlées par les Nyatura, et même lorsque ceux-ci bénéficient de la bienveillance des FARDC, il se trouve des autorités – municipales, religieuses, coutumières – qui peuvent en limiter les abus. « À l'approche du M23, les Nyatura se sont faits de plus en plus menaçants. Ils venaient nous voir sur les marchés et nous disaient : "On va vous couper vos nez", témoigne une autre déplacée du Masisi. Ils nous ont volé nos vaches. Ils ont torturé mon mari. Mais nous avons échappé à la mort grâce à l'intervention des chefs coutumiers hutus. »

La pluralité institutionnelle de la RDC rend hasardeuse une comparaison entre le Kivu contemporain et le Rwanda de 1994, où tout un État s'était mis au service d'un projet d'extermination. « Au Congo, il y a 450 communautés ethniques, tempère [Onesphore Sematumba](#), analyste spécialiste de la région des Grands Lacs à l'International Crisis Group, il est donc difficile de parler des Tutsis comme d'une "minorité", contrairement à la situation rwandaise, où deux ethnies se sont fait face en vase clos. Cette fragmentation, facteur de dédramatisation des questions ethniques, est une réalité que l'on peut opposer au discours "minoritariste" de Kigali. »

<< LE M23 NE SERT PAS LA CAUSE DES TUTSIS >>

Surtout, le chercheur souligne le rôle central de la progression du M23 dans l'accroissement des discriminations : « On a justifié cette guerre au nom de la protection des Tutsis. Mais plus le M23 progresse, plus la communauté tutsie – à qui il est reproché d'être un soutien au groupe – se trouve exposée. C'est tout l'effet pervers de ce conflit. En temps de paix, les Tutsis n'étaient pas persécutés. Ils priaient dans les mêmes églises et se déplaçaient dans les mêmes marchés que les autres. »

Une analyse qui s'accorde avec plusieurs rapports du Groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU ² et résonne avec de nombreux témoignages récoltés à Acogenoki. « Avant la guerre, il n'y avait pas de tribalisme. Le M23 ne nous représente pas et ne sert pas la cause des Tutsis », rappelle Marie. Lucie, elle, fait état de discriminations antérieures aux assauts du groupe, mais précise que « c'est lorsque la guerre a éclaté qu'elles se sont fait sentir au point qu'[ils ont] dû fuir ».



Alice Maombi, responsable du camp d'Acogenoki (mai 2024).
© Vincent Ortiz

« Depuis un an que nous vivons à Goma, pas une seule personne n'a été lapidée ou séquestrée, rapporte Alice Maombi, la cheffe du « camp tutsi ». La municipalité de Goma a compris qu'il serait dangereux de nous mêler aux autres rescapés, c'est pourquoi elle nous a fourni cet espace protégé. » Les déplacés rencontrés sont unanimes à louer les efforts des autorités pour les mettre à l'abri des vexations potentielles.

LE SPECTRE DE LA « CINQUIÈME COLONNE »

Du côté des combattants qui acceptent de nous rencontrer, les questions relatives aux discriminations sont balayées d'un revers de main. « Les Tutsis congolais sont des citoyens comme les autres. Ce n'est pas une question ethnique », affirme Aaron, ancien membre de l'APCLS. Comme d'autres, pour illustrer son propos, il énumère spontanément les dirigeants tutsis de premier plan impliqués dans la lutte contre le M23 : « Le général Obed Rwibasira, le général Innocent Kabundi ou le colonel Innocent Gahizi sont tutsis et ils ont la pleine confiance des autorités et de la population », explique-t-il avant d'ajouter que « le M23 est un mouvement étranger ».

Aaron explique être originaire d'un village du Rutshuru, dans l'est du Nord-Kivu, « martyrisé par l'armée rwandaise en 1996 »³. Il dit avoir rejoint l'APCLS pour « combattre le Rwanda », mais que ce groupe était « une bande de pilliers qui ne valait pas mieux qu'une autre ». Il a dû s'acquitter de quelques centaines de dollars pour en partir. Il prête au chef d'État rwandais, Paul Kagame, un grand dessein de reconfiguration de la région des Grands Lacs sur des bases ethniques. Pour lui, ce

projet serait à l'œuvre depuis les années 1980 – à l'époque où le Front patriotique rwandais (FPR), le mouvement de Kagame, était en exil dans l'Ouganda voisin et soutenu par le président Yoweri Museveni. Il s'agit d'une relecture conspirationniste de l'histoire des conflits des Grands Lacs maintes fois démentie.

Après avoir siroté deux bières, Aaron finit par confesser son scepticisme quant au patriotisme d'une partie des Tutsis congolais, suspects de constituer une « cinquième colonne » rwandaise. Une ambivalence que l'on retrouve dans d'autres entretiens au cours desquels les officiers tutsis mis en avant pour souligner la volonté d'intégration des autorités congolaises sont ensuite désignés comme autant des menaces potentielles au sein de l'État congolais.

POSTURES AMBIVALENTES ET AMALGAME

Cette crainte est renforcée par la loyauté douteuse d'anciens rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda – pas nécessairement tutsis – reconvertis dans la politique congolaise, à l'instar d'Antipas Mbusa. Ce membre fondateur du RCD en 1998 (un groupe politico-militaire armé par Kigali et Kampala) avait déposé les armes pour accepter d'entrer au gouvernement de Joseph Kabila. Marginalisé en 2012, il avait été parmi les premiers soutiens du M23 ⁴. Après avoir cherché l'appui de l'Ouganda pour renverser Kabila ⁵, il est revenu en grâce avec l'élection de Félix Tshisekedi, qui l'a nommé ministre de l'Intégration régionale. De même, les [défections récentes](#) de responsables congolais au profit de coalitions pro-M23 exacerbent les réflexes paranoïaques, comme celle de Corneille Nangaa, ex-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et leader de [l'Alliance fleuve Congo](#) ⁶.

L'attitude de certains représentants officiels de la communauté tutsie est également mise en cause. « *Je ne comprends pas pourquoi ils ne sont pas plus clairs quant à leur rapport au M23* », confie un jeune militant du mouvement démocratique et souverainiste Lucha. Ce chercheur du Nord-Kivu, qui arbore un tee-shirt où l'on peut lire, en lettres rouges, « *Rwanda is killing* » (« le Rwanda tue »), préfère parler sous couvert d'anonymat :

Ces dernières années, la figure du « Tutsi patriote » a notamment été incarnée par Muheto Muhizi Umunyemera, qui dénonce avec force l'invasion du pays par le M23. Mais, d'un autre côté, Vincent Tengera ⁷, président de la jeunesse tutsie dans le Nord-Kivu, a publié *[en février]* une lettre ouverte pour se désolidariser de l'engagement de Muheto. Pourquoi l'a-t-il fait ? Cette posture maladroite et ambivalente favorise un amalgame qu'il faut éviter.

Quid des FDLR ? « *Les FDLR sont à présent intégrées dans les FARDC au point qu'elles sont presque devenues une seule et même entité* », [affirmait Paul Kagame à Jeune Afrique](#) en janvier 2023. Selon lui, l'armée congolaise aurait absorbé l'entité génocidaire dans ses rangs. Et elle participerait elle-même à ce « *nettoyage ethnique* ».

GUERRE INFORMATIONNELLE

Depuis la rupture de la bonne entente entre Kigali et Kinshasa, cette thèse est ressassée par la diplomatie rwandaise et relayée par une influente nébuleuse para-étatique, comme le montre un récent rapport de trois chercheurs de l'Université Clemson, aux États-Unis. Ce travail documente des opérations d'influence coordonnées sur le réseau social X (ex-Twitter) menées par des centaines de comptes recourant notamment à ChatGPT ⁸. L'une d'entre elles visait à générer de multiples messages intégrant les hashtags #EthnicCleansingInDRC (« Nettoyage ethnique en RDC ») et #DLFRFatshi (« Fatshi FDLR », en référence au diminutif du président Tshisekedi).

Qu'en est-il réellement des liens entre les forces armées congolaises et les FDLR ? Il est certain que plusieurs unités ont été intégrées dans les FARDC, ainsi que le [documentent des rapports onusiens](#). Mais leurs effectifs réduits – autour d'un millier en 2023, selon la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) – les rendent peu aptes à faire infuser une idéologie anti-Tutsis dans l'armée congolaise. « Kinshasa fait feu de tout bois, analyse Onesphore Sematumba. Face à l'avancée spectaculaire du M23, de [nombreuses forces ont été mobilisées](#) : des mercenaires roumains, l'armée burundaise, la Monusco, ainsi que des groupes armés à connotation ethnique. L'intégration des FDLR doit être comprise comme une réponse à la déferlante du M23, bien davantage que comme un gage donné aux forces anti-Tutsis. »

Le spectre d'un génocide est-il instrumentalisé par Kigali pour légitimer son ingérence et prévenir toute critique sur sa politique ⁹ ? Aux yeux du Groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU, cette accusation ne fait qu'accroître l'hostilité à l'égard des Tutsis : « La manipulation du discours de génocide par le M23 et les autorités rwandaises a considérablement augmenté le risque d'attaques contre des civils », indiquait-il en juin 2023.

L'accusation de « génocide imminent », ajoutait-il, a « créé un terrain dangereusement fertile pour l'incitation à la peur, les discours haineux et les représailles violentes ». Cette instrumentalisation mémorielle génère les mêmes craintes chez Onesphore Sematumba : « On a vu dans la région se dérouler un génocide. Le gouvernement rwandais sait mieux que quiconque qu'il est dangereux de galvauder un terme si chargé. »

Vous avez aimé cet article ? Association à but non lucratif, *Afrique XXI* est un journal indépendant, en accès libre et sans publicité. Seul son lectorat lui permet d'exister. L'information de qualité a un coût, soutenez-nous (dons défiscalisables) :

FAIRE UN DON

VINCENT ORTIZ

Vincent Ortiz est doctorant en économie. Il est par ailleurs rédacteur en chef adjoint du média *Le Vent Se Lève*.

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Afrique XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

- 1 « Ouganda, RDC, Rwanda. Le nouveau rapport du groupe des experts de l'ONU expose le soutien persistant de Kigali et Kampala au M23 », *Africa Intelligence*, 19 juin 2024.
- 2 Voir notamment le « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » daté du 13 juin 2024, téléchargeable [ici](#) (PDF). On peut y lire : « Les membres de la population tutsie interrogés par le Groupe d'experts ont confirmé que les actes de violence avaient coïncidé avec la résurgence du M23. »
- 3 En 1996, l'opposant congolais Laurent-Désiré Kabila, formé et soutenu par l'armée rwandaise, envahit le Zaïre dirigé par Mobutu Sese Seko. Les massacres commis par l'armée rwandaise, documentés par de nombreux rapports onusiens, ont laissé un souvenir traumatique dans la région.
- 4 Voir Jason Stearns, *The War That Doesn't Say Its Name – The Unending Conflict in the Congo*, Princeton University Press, 2022, p. 59.
- 5 Joan Tilouine, Pierre Benetti, « Mbusa Nyamwisi ou le retour d'un chef de guerre dans le borbier congolais », *Le Monde*, 30 janvier 2018.
- 6 Plateforme politico-militaire créée en 2023 au Kenya.
- 7 Vincent Tengera est président des jeunes de l'association Isoko, dans le Nord-Kivu, officiellement reconnue comme porte-parole des Tutsis mais critiquée pour son manque de représentativité.
- 8 Morgan Wack, Darren Linvill, Patrick Warren, « Old Despots, New Tricks – An AI-Empowered Pro-Kagame/RPF Coordinated Influence Network on X », Media Forensic Hub, Université Clemson, juin 2024. Outre défendre la thèse d'un génocide au Kivu, les opérations ciblaient également la coopération militaire entre la RDC et le Burundi, qui appuie depuis peu les FARDC dans la région.
- 9 On trouvera dans le livre de Jason Stearns (*The War That Doesn't Say Its Name – The Unending Conflict in the Congo*), une analyse des ressorts du complexe militaro-industriel rwandais. À la page 83, un diplomate rwandais confesse : « Le Congo est ce qui donne une raison d'être à ces agences de sécurité. »